

Corrigé exercice 26.01 : Cas Taurel

1. Acquisition pour 1 800 000 € d'un fonds de commerce de bijouterie-joaillerie.

Ce prix comprend :

- les éléments incorporels, 1 000 000 € ;
- les équipements et matériels, 300 000 € ;
- les marchandises destinées à la revente, 500 000 €.

1. La cession d'un fonds de commerce entraîne l'exigibilité des taxes et impôts suivants :

a) Marchandises : L'article 257 bis du CGI exonère de TVA l'ensemble des livraisons de biens et des prestations de services réalisées lors de la transmission d'un fonds de commerce. Cette dispense de taxation concerne tant les biens mobiliers d'investissement (matériel, outillage, mobilier de bureau...) que les immeubles, les marchandises ou les biens mobiliers incorporels (brevets, licences, marques...). En contrepartie, le bénéficiaire de la transmission est réputé continuer la personne du cédant et sera obligé de procéder aux régularisations de la taxe déduite par ce dernier comme s'il avait continué à utiliser les biens transmis.

Fonds de commerce (éléments incorporels et équipements et matériels) : il est fait application des droits de mutation sur les biens non soumis à la TVA, donc ici sur les biens autres que les marchandises, d'une valeur totale de 1 300 000 €;

Le taux est progressif, deux tranches étant distinguées au niveau global d'imposition. :

- tranche inférieure à 23 000 € : 0 %
- tranche supérieure à 23 000 et inférieure à 200 000 : $177\,000 \times 3\% = 5\,310\text{ €}$
- tranche supérieure à 200 000 : $1\,100\,000 \times 5\% = 55\,000\text{ €}$

Soit un total de **60 310 €**

Précisions : Le barème des droits comprend trois tranches, selon la différenciation des taxes perçues au profit de l'État, des départements et des communes.

Un régime particulier concerne les mutations réalisées dans certaines zones d'aménagement du territoire.

Les droits d'enregistrement sont payés par l'acheteur (M. Taurel) par l'intermédiaire du notaire.

2. Pour 35 000 €, 3,0 % des parts de la SARL SOFTPLUS;

L'acquisition de parts de la SARL Softplus entraîne l'exigibilité d'un droit de mutation de 3 %, acquitté par M. Taurel lors de l'enregistrement de l'acte de cession.

Montant des droits dus : $35\,000 - [(23\,000 \times 3) / 100] \times 3\% = \mathbf{1029,30 \text{ arrondis à } 1029\text{ €}}$

3. Pour 40 000 €, 30 % des actions de SA BIGOUDEN, non cotée en bourse;

4. et pour 1 200 000 €, 20 000 actions représentant le capital de la société SUPERPRIX, non cotée en bourse, qui exploite un supermarché ;

Solution 3 et 4 : La cession d'actions de sociétés non cotées entraîne, quelle que soit la quotité de capital cédé, l'exigibilité d'un droit de mutation de 0,10% de la valeur des titres cédés.

Acquitté lors de l'enregistrement des actes de cession, il s'analyse ainsi :

Il s'agit d'une taxation proportionnelle de 0,10 %, soit $1\,200\,000 \times 0.10\% = 1\,200\,€$

5. Pour 1 600 000 € des actions de diverses sociétés cotées.

La cession d'actions de sociétés cotées n'est pas soumise aux droits car les transactions boursières ne sont pas constatées par un acte.

6. Il souscrit également, pour lui être agréable, 40 % des actions de la SA PROFORMAT, au capital de 10 000 actions de 20 €, créée par l'un de ses amis

La souscription d'actions lors de la constitution d'une société ou d'une augmentation de capital n'entraîne pas l'exigibilité de droits à la charge du souscripteur.